

TR
56

La mutation d'un capitalisme d'État lignager

Une boutade, attribuée à un diplomate occidental, est devenue célèbre : des pays communistes, j'en ai vu beaucoup, mais le seul qui marche, c'est le Japon ! Entre l'homogénéisation des comportements, l'encadrement social pesant, la longue hégémonie d'un parti dominant comparable à celle d'un parti unique, une bureaucratie toute-puissante et une formidable discipline de groupe, il y a en effet beaucoup d'éléments qui créditeraient une telle allégation. On peut même estimer qu'une culture japonaise de gauche aussi planificatrice que pragmatique, un peu comme celle de la Chine post-maoïste, s'est insérée dans une culture d'économie de guerre en temps de paix. Le Japon serait-il un capitalisme de guerre méta-communiste qui aurait réussi sous la paix de Yalta ?

La thèse de Karel Van Wolferen, qui va dans ce sens, a au moins le mérite de remettre en lumière les travaux qui insistaient sur une continuité entre le Japon d'avant et d'après 1945. Herbert Norman soulignait déjà, dans les années 1940, que le Japon était le dernier pays du mercantilisme et le premier pays de la planification économique, ayant ainsi sauté la parenthèse révolutionnaire (France) tout comme la parenthèse libérale (Royaume Uni, États-Unis). Cette approche a toujours existé, notamment chez les auteurs qui soulignaient la grande faiblesse de l'épuration des cadres bellicistes au sein des organes de pouvoir, mais elle fut balayée par les apologies de la Haute Croissance et du toyotisme, et par une tendance chez les auteurs anglo-saxons à surestimer les apports démocratiques de l'occupation américaine (1945-1952). Une analyse un peu précise ne manque pourtant pas de rappeler quelques faits troublants, et essentiels.

Le capitalisme d'État japonais, teinté de nationalisme, a puisé ses forces aussi bien à droite qu'à gauche de l'échiquier politique de l'avant 1945, comme le théoricien Kijū Ikki (1883-1937), le Groupe d'Études Shōwa (*Shōwa kenkyūkai*, 1933-1940) ou l'économiste marxiste Arisawa Hiromi (1896-1988). Cinq structures socio-économiques fondamentales, mises en place par le régime militariste, se maintiennent après 1945. Elles contribuent au développement de la Haute Croissance en se combinant à d'autres éléments comme le « lignage » (système en réseau dit *keiretsu*), ou réseau d'entreprises comparable à une grande famille : possession réciproque des actions au sein du même groupe ; interrelation privilégiée dans le financement, la production et la commercialisation des entreprises membres ; combinaison pyramidale de grands groupes oligopolistiques, parfois hérités des *zaibatsu* de l'avant-guerre, et de PME sous-traitantes. S'y ajoute une politique sociale engagée au cours de la période militaire, aux côtés des premières caisses de retraite (1937) et de la première assurance maladie nationale (1938), fondée sur l'emploi à vie pour les grandes entreprises, l'avancement à l'ancienneté et la domestication syndicale. Or ce sont précisément les structures économiques héritées de la période militaire qui sont remises en question dans la crise actuelle.

① La première structure concerne le fameux MITI, dont le principe est élaboré au cours de cette période et trouve sa pleine puissance par la suite. Des économistes comme Ōkita Saburo, Arisawa Hiromi ou Wada Hirō sont ainsi très actifs pendant et après la guerre au sein des instances planificatrices du pouvoir. Le MITI vient de perdre son fameux nom lors de la réforme administrative de janvier 2001, même si, d'après certains spécialistes, sa fonction et sa conception restent intactes.

② La seconde structure n'est rien moins que la fameuse loi sur les denrées agricoles qui est décrétée au cours de la guerre, le 21 février 1942, pour calmer le mécontentement des populations urbaines grâce à des subventions étatiques au ravitaillement. Elle est en vigueur pendant plus d'un demi-siècle, tout en étant toilettée en 1949 pour ne concerner que le riz, non plus en faveur des citadins mais, grâce au soutien étatique des cours rizi- coles, au profit des paysans. Ces derniers, bénéficiaires de la réforme agraire de 1947, deviennent les piliers électoraux du nouveau régime libéral-démocrate. La « Nouvelle loi alimentaire » (*Shinshokuryô-hô*), votée en novembre 1995 sous le gouvernement Murayama de coalition socialiste-libéral démocrate, vient néanmoins de l'ébrécher sérieusement en ouvrant un marché libre du riz, désengagé de l'État.

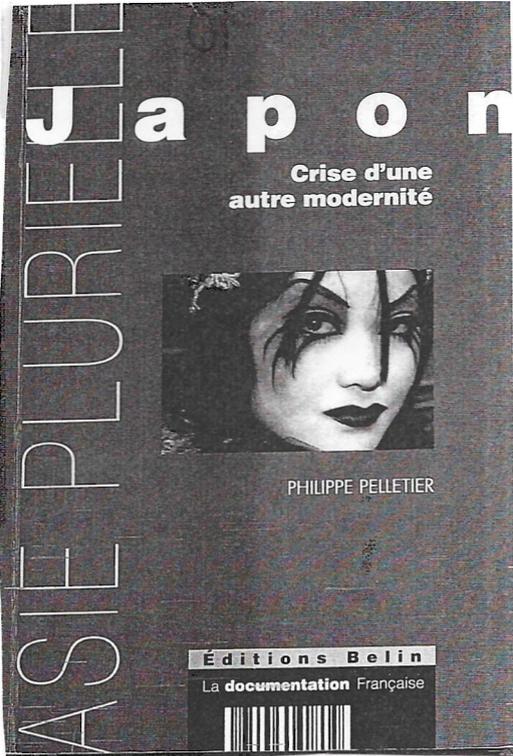
③ La troisième structure, c'est le système de mesures financières instauré par l'État japonais en 1942, instaurant, sous une forme embryonnaire, la structure des relations qui vont régir le crédit après la guerre. Elle consiste dans une interrelation étroite entre les banques, les grandes entreprises et l'État, *via*, notamment, le ministère des Finances et la Banque du Japon qui est un orga- nisme quasi dirigiste. Les banques jouent un rôle actif dans les réseaux industriels (*keiretsu*). Sa dynamique économique repose sur une politique de « surprêt » et de « surendettement » qui permet aux grandes banques d'augmenter les prêts en faveur des grandes entreprises de leur réseau sans être tenues de faire des dépôts proportionnels auprès de la Banque centrale. Elle vole actuellement en éclat sous l'effet de l'ouverture de l'économie japonaise aux capitaux étrangers, à l'insertion de l'économie japonaise dans l'économie mondiale (relocalisations industrielles, financiarisation, investissements étrangers...), à la crise bancaire et financière consécutive au dégonflement de la Bulle foncière et spéculative des années 1980, et au big-bang du système financier japonais (avril 1998).

④ Quant à la quatrième structure, il s'agit de la pérennisation des baux fonciers emphytéotiques instaurée en 1942 qui maintient la hiérarchie des rapports socio-spatiaux en milieu urbain. Cette hiérarchie est désormais battue en brèche par la loi du 1^{er} août 1992 qui institue les « baux fonciers à durée limitée » (*teiki takushi-ken*) et qui, à terme, va bouleverser le marché des terrains et du logement.

⑤ La cinquième structure est la « Régie du logement » (*Jûtaku eidan*). Cet organisme public fondé en mai 1941 favorisait le logement social. Interrompue en 1946 puis reconstituée dans les années 1950 sous l'intitulé de « Régie japonaise du logement » (*Nihon jûtaku Kôdan*), elle contribue à la construction de logements de masse et à l'industrialisation du secteur du bâti- ment. Sa dénomination et son fonctionnement sont modifiés à partir des années 1981 pour laisser une plus grande place au secteur privé.

⑥ La sixième structure concerne le système ferroviaire qui joue un rôle fondamental dans les processus d'urbanisation. La nationalisation des chemins de fer en 1906 n'est que partielle. Elle laisse le champ libre au secteur privé pour les lignes urbaines et péri-urbaines. Pendant les années 1940, une cartellisation et une série de fusions consacrent le poids de quinze grandes compagnies de chemin de fer privées (*ôtshintetsu-kaisha*) que les lois antitrust de 1947 ou le nouveau statut de l'entreprise nationale, la JNR (*Japan National Railways*), n'affaibliront pas. Désormais, les politiques urbaines restent inféodées à leur stratégie foncière et immobilière. Le démantèlement de la JNR en 1987 confirme la tendance à la privatisation des chemins de fer.

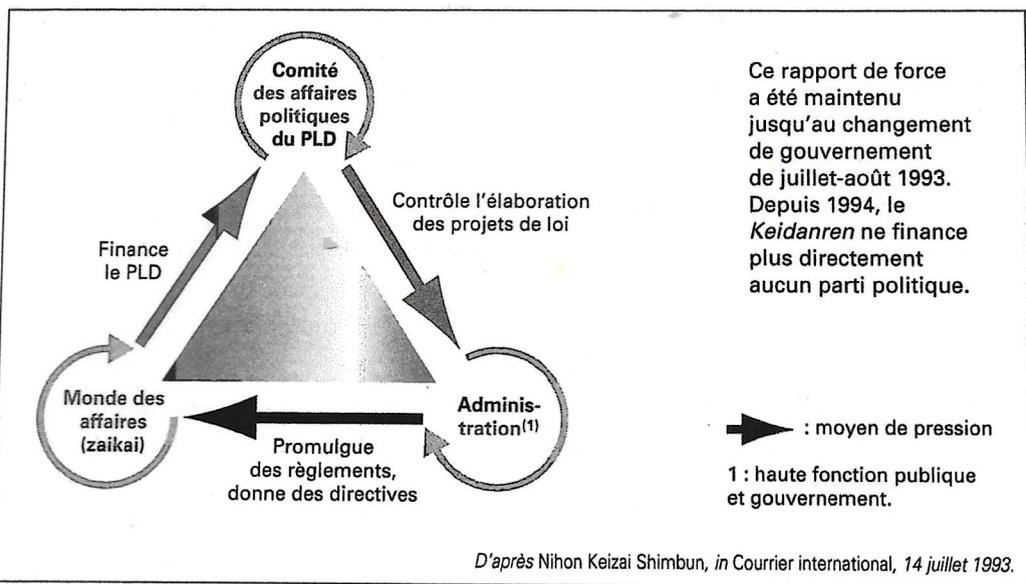
On pourrait multiplier les exemples dans différents secteurs, mais l'essentiel est là : les structures héritées des années 1940 puis réaménagées pendant la Haute Croissance sont actuellement remises en cause. Qu'on l'appelle « capitalisme coopératif », « capitalisme d'État lignager » ou « toyotisme », le système japonais traverse une crise économique et sociale sur tous les fronts dans le contexte de la mondialisation libérale.



Philippe PELLETIER

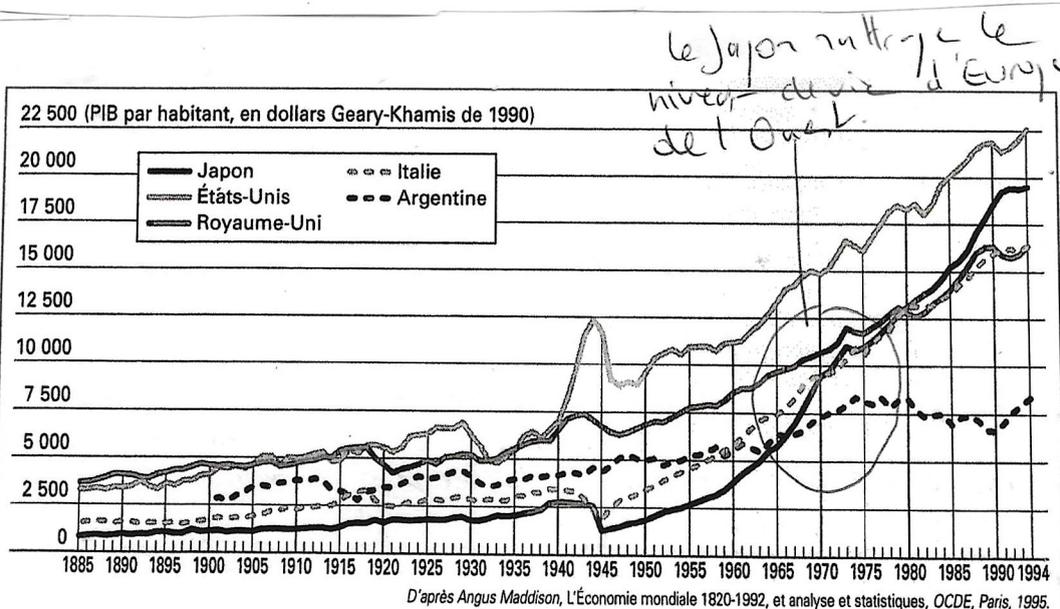
Professeur de géographie à l'Université de Lyon.

Spécialiste du Japon. L'ouvrage "Japon. Crise d'une autre modernité" est publié en 2003 chez Belin.



Ce rapport de force a été maintenu jusqu'au changement de gouvernement de juillet-août 1993. Depuis 1994, le Keidanren ne finance plus directement aucun parti politique.

LE « TRIANGLE DE FER »



RATTRAPER LES PAYS DÉVELOPPÉS

- XVIII^es: fermeture du pays (amiral
- : réouverture sous la pression américaine (PERRY)
- 1868-1912: ère MEIJI = modernisation du Japon sous MUTSU-HITO.
-
- 1945-1990: période de forte croissance économique dite de "Haute croissance". Japon 2^e puissance économique. (ou 3^e)
- depuis 1990: 3 évolutions
 - croissance économique faible
 - crise politique, instabilité, chute du P-L-D
 - évolution de la société.
- 2020 : le Japon est doublé par la Chine (2^{nt} PIB mondial)